

CHAPITRE 12

L'AIDE POUR LE COMMERCE INCLUSIF ET LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Contribution de l'Organisation mondiale du commerce

Résumé: On dispose de plus en plus de preuves de l'efficacité de l'Aide pour le commerce pour produire des résultats commerciaux positifs. L'intérêt porté aux résultats commerciaux, comme l'augmentation des exportations ou la réduction des coûts du commerce, cependant, s'accompagne maintenant d'un intérêt croissant pour le suivi des effets directs et indirects des interventions au titre de l'Aide pour le commerce sur la réduction de la pauvreté, en particulier pour les femmes. Dans ce contexte, le présent chapitre a trois principaux objectifs. Le premier est de montrer que le manque de connectivité physique et numérique fait partie des facteurs qui empêchent de sortir de la pauvreté. Le deuxième est de montrer comment l'infrastructure et la connectivité physique contribuent à la réduction de la pauvreté, à l'accès aux marchés, à l'inclusion financière et à l'autonomisation économique des femmes. Le troisième est de mettre en avant certains points importants qui ressortent de l'Exercice de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce 2017, y compris la manière dont les efforts conjoints des diverses parties prenantes peuvent faciliter le développement inclusif et contribuer à l'éradication de la pauvreté.

INTRODUCTION

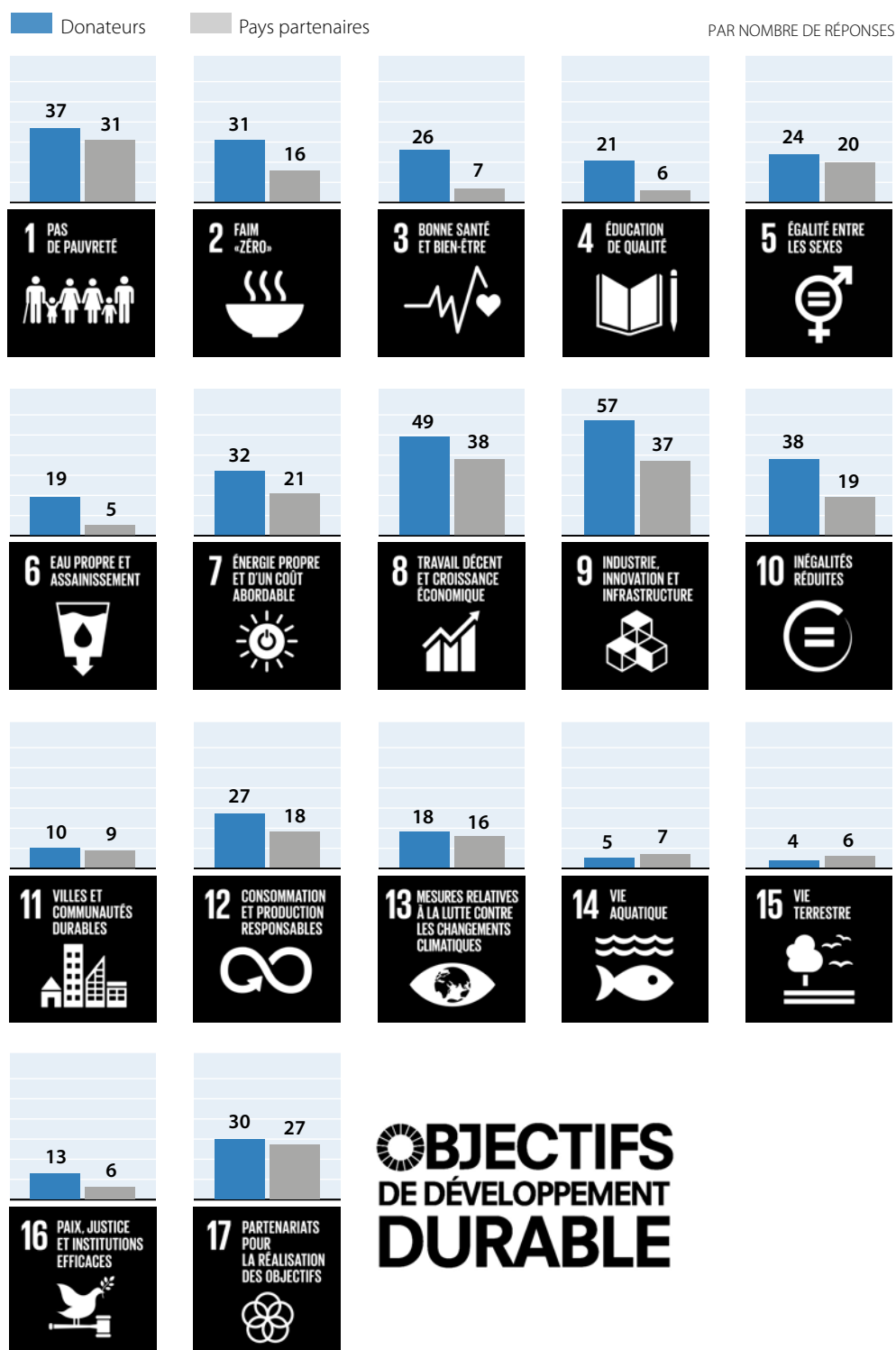
On dispose de plus en plus de preuves de l'efficacité de l'Aide pour le commerce pour produire des résultats commerciaux positifs. Les recherches tendent à montrer que, pour chaque dollar EU investi dans l'Aide pour le commerce, les exportations des pays en développement augmentent d'environ 8 dollars EU, et celles des pays pouvant bénéficier de l'aide de l'Association internationale de développement (IDA)¹ augmentent de 20 dollars EU (OCDE-OMC, 2013). L'intérêt porté aux résultats commerciaux (par exemple, augmentation des exportations ou réduction des coûts du commerce) s'accompagne maintenant d'un intérêt croissant pour le suivi des effets des interventions au titre de l'Aide pour le commerce sur la réduction de la pauvreté, en particulier pour les femmes, qui sont les plus touchées par la pauvreté. L'élimination de l'extrême pauvreté est le premier objectif du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui a été intégré dans les objectifs stratégiques des institutions financières de développement. On citera comme exemple le double objectif de la Banque mondiale de réduire l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée.

Des résultats en matière de développement peuvent être obtenus grâce aux projets d'Aide pour le commerce à au moins trois niveaux: 1) des résultats directs, comme l'amélioration de l'environnement économique; 2) des résultats intermédiaires, comme l'amélioration de la compétitivité, de la diversification et de l'intégration commerciale; et 3) des résultats finaux, comme l'augmentation des revenus et de l'emploi (OCDE, 2013). L'utilisation de ce cadre logique pour l'évaluation met l'accent sur la diversité des résultats que l'Aide pour le commerce peut produire en matière de développement socioéconomique à différents stades. Il est encore difficile d'identifier les interactions directes entre l'Aide pour le commerce et la réduction de la pauvreté. L'OCDE, par exemple, décrit une "boîte noire" entre les apports et les impacts, dans laquelle l'attribution pourrait se perdre (OCDE, 2006).

Les écarts dans la disponibilité de données de qualité sur la réduction de la pauvreté compliquent encore l'analyse de l'impact des projets d'Aide pour le commerce sur la pauvreté. Néanmoins, des efforts sont faits pour suivre et mesurer les incidences du financement au titre de l'Aide pour le commerce sur les pauvres et sur les femmes en particulier (encadré 12.1). Diverses mesures ont été utilisées, par exemple de simples évaluations ex post ou des essais contrôlés randomisés. L'édition 2015 de la présente publication analysait aussi les forces et les faiblesses des théories du changement dans les évaluations d'impact (OCDE-OMC, 2015). La présente édition ajoute qu'une combinaison de différentes méthodes est nécessaire pour établir une base de données robuste afin de mesurer l'impact de l'Aide pour le commerce sur la réduction de la pauvreté.

Les réponses aux questionnaires d'auto-évaluation de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017 montrent que l'élimination de la pauvreté est l'un des principaux objectifs que les pays en développement et leurs partenaires de développement souhaitent atteindre grâce à l'Aide pour le commerce. Les réponses aux questionnaires, illustrées dans la figure 12.1, semblent indiquer que les gouvernements des pays en développement et les donateurs voudraient que l'Aide pour le commerce contribue avant tout à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) 9 (industrie, innovation et infrastructure), 8 (travail décent et croissance économique) et 1 (élimination de la pauvreté). L'industrie, l'innovation et l'infrastructure ont été cités 94 fois au total, tant par les pays partenaires que par les donateurs, suivis par le travail décent et la croissance économique (cités 87 fois) et par l'élimination de la pauvreté (citée 68 fois).

Figure 12.1. Quels ODD l'Aide pour le commerce peut-elle aider à réaliser?



Source: Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC (2017), www.oecd.org/aidfortrade/countryprofiles/.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933527507>

Encadré 12.1. L'approche du Département du développement international du Royaume-Uni concernant le commerce et la pauvreté

Reconnaissant que le commerce et les programmes commerciaux font des gagnants et des perdants, le Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni effectue des évaluations des effets que tous ses nouveaux programmes relatifs au commerce peuvent avoir sur la pauvreté. En plus du soutien politique et du suivi axés sur le commerce et la pauvreté, des lignes directrices détaillées – pour la conception des programmes, leur mise en œuvre et l'examen des programmes existants – aident le personnel à mieux comprendre les effets redistributifs des programmes commerciaux. Cela nécessite une analyse d'indicateurs économiques de haut niveau – structure des échanges, segmentation du marché du travail et des secteurs, effets des variations des recettes tarifaires pour différents groupes, et coûts d'ajustement et la collecte de données qualitatives, qui est particulièrement importante compte tenu des limitations des données sur les groupes marginalisés dans les pays en développement.

Un élément crucial est l'évaluation des mécanismes de transmission et du contexte au niveau national ou régional; c'est le seul moyen de bien comprendre les relations entre le commerce, la croissance inclusive et la réduction de la pauvreté dans une situation donnée. Conscient de la difficulté d'anticiper tous les effets possibles, le DFID dispose de solides mécanismes de suivi et d'évaluation pour surveiller les effets, ce qui permet de procéder à des ajustements à mesure que l'on dispose de plus de renseignements.

Le DFID reconnaît aussi que la pauvreté ne touche pas les hommes et les femmes de la même manière. Depuis mai 2014, tous ses programmes (y compris les programmes commerciaux) doivent démontrer qu'ils prennent bien en compte les questions de genre, conformément à la Loi sur l'égalité hommes-femmes. Le DFID collaborera aussi étroitement avec le Département du commerce international du Royaume-Uni pour intégrer ces questions dans l'ensemble des politiques commerciales du pays.

Source: Département du développement international du Royaume-Uni.

Dans ce contexte, le présent chapitre se fonde sur les quatre caractéristiques de la pauvreté identifiées dans le rapport de 2015 de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce, intitulé "Le rôle du commerce dans l'éradication de la pauvreté", à savoir le genre, l'informalité, la ruralité et la fragilité de l'État. Ce rapport proposait des mesures pour rendre les possibilités commerciales accessibles et abordables pour les pauvres, en particulier pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et pour les femmes. Ces mesures consistaient notamment à réduire les coûts du commerce pour assurer l'intégration plus profonde des marchés; à créer un environnement plus favorable et améliorer les politiques complémentaires; à accroître l'effet des politiques d'intégration sur la pauvreté; à gérer et atténuer les risques auxquels sont exposés les pauvres; et à améliorer les données et les analyses pour formuler de meilleures politiques (Banque mondiale-OMC, 2015).

Ce chapitre examinera plus en détail la relation entre la connectivité et la réduction de la pauvreté en posant les questions suivantes:

- Quelle relation y a-t-il entre l'incidence de la pauvreté et celle de la connectivité – physique et numérique?
- Comment la connectivité réduit-elle la pauvreté?
- Qu'a-t-on appris des programmes et projets d'Aide pour le commerce menés en 2017?

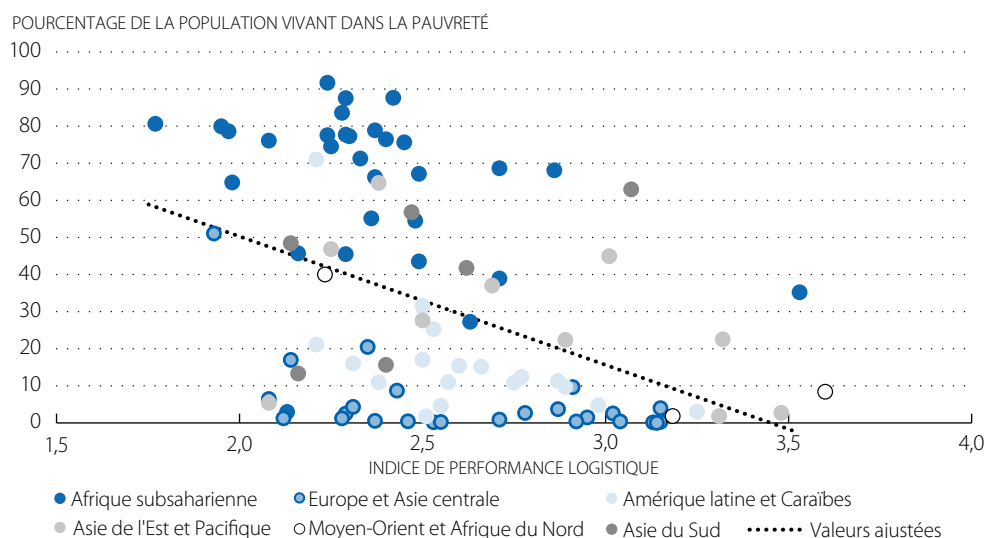
IL Y A UNE RELATION ENTRE LE MANQUE DE CONNECTIVITÉ ET LA PAUVRETÉ

Le manque de connectivité est l'un des facteurs qui empêche de sortir de la pauvreté. Une première étape pour établir cette relation est de comparer l'incidence de la pauvreté et celle de la connectivité physique et numérique. Cela peut être fait à deux niveaux: au niveau national en utilisant des statistiques agrégées ou au niveau local en utilisant des données nationales. Il est important de noter que le manque de connectivité est considéré non pas comme une cause de la pauvreté, mais plutôt comme un facteur qui empêche d'en sortir. L'adoption de mesures pour améliorer la connectivité est donc une étape pour supprimer les contraintes qui maintiennent les gens dans la pauvreté.

Sur le plan de la connectivité physique, on observe que les indices de performance logistique sont plus faibles dans les régions où les taux de pauvreté sont plus élevés. L'indice de performance logistique (IPL) de la Banque mondiale évalue la performance des pays sur la base d'éléments comme les infrastructures commerciales et de transport (Banque mondiale, 2016c). La figure 12.2 illustre la corrélation négative entre le classement selon l'IPL et le taux de pauvreté par région: à mesure que l'IPL s'améliore, le taux de pauvreté a tendance à diminuer.

De même, la connectivité Internet est beaucoup plus faible dans les régions où les taux de pauvreté sont plus élevés. Au niveau mondial, on observe une forte corrélation entre le niveau de revenu et les principaux indicateurs de la participation à l'économie numérique (Banque mondiale, 2016a). Les pauvres ont une probabilité plus faible d'avoir accès à la technologie. Dans les pays africains, la probabilité que les 40% de la population au revenu le plus faible ait accès à Internet est inférieur d'un tiers à celle des 60% ayant le revenu le plus élevé (Banque mondiale, 2016a). La figure 12.3 montre qu'il y a une relation inverse entre l'utilisation d'Internet et le taux de pauvreté: quand l'utilisation d'Internet augmente, le taux de pauvreté a tendance à diminuer.

Figure 12.2. Taux de pauvreté par région et performance logistique

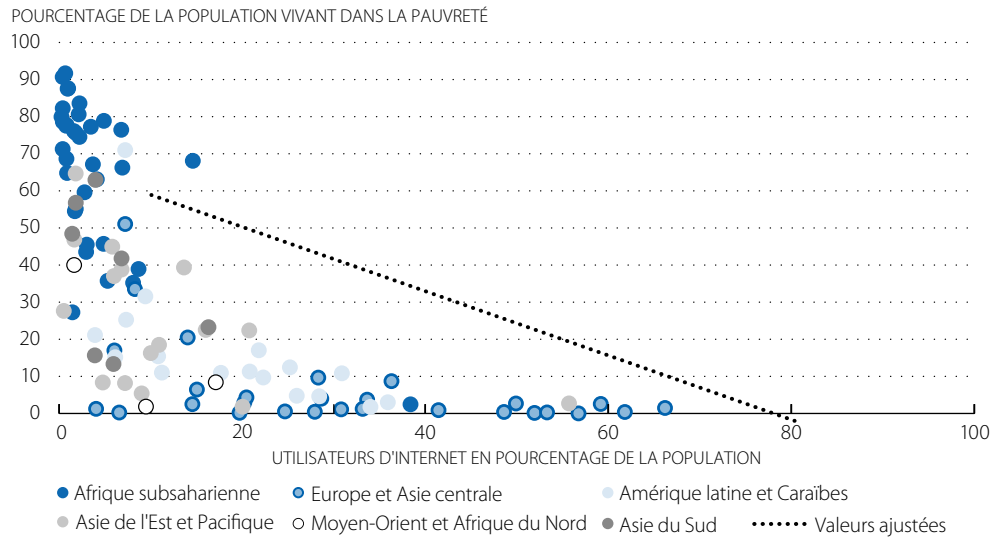


Source: Secrétariat de l'OMC, à partir des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale, taux de pauvreté (moyenne entre 2008 et 2014) et Indice de performance logistique (2007). Classification régionale de la Banque mondiale.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933527526>

Ces observations sont complétées par celles du *Global Enabling Trade Report 2016* (Alliance mondiale pour la facilitation des échanges-Fonds économique mondial, 2016), dans lequel sept pays parmi les plus peuplés, dont certains ont la majeure partie de la population très pauvre du monde, ont un classement très bas selon l'Enabling Trade Index. Le *Global Enabling Trade Report 2016* indique que 394 millions des 767 millions de personnes vivant en dessous du seuil international de pauvreté se trouvent dans seulement 8 pays, dont 6 ont un indice inférieur à 100 selon l'Enabling Trade Index. La figure 12.4 illustre la corrélation entre le revenu par habitant et l'Enabling Trade Index par région.

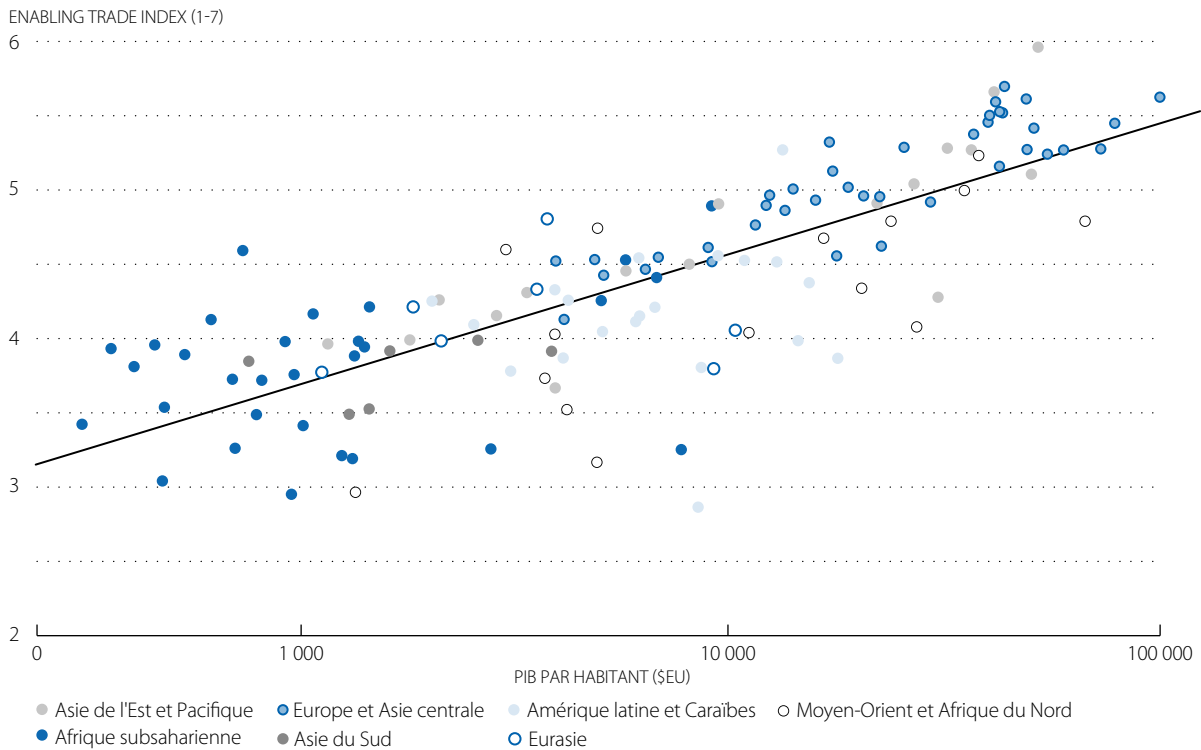
Figure 12.3. Taux de pauvreté par région et pourcentage d'utilisateurs d'Internet



Source: Secrétariat de l'OMC, à partir des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale (moyenne entre 2008 et 2014), et UIT, Indicateurs mondiaux des télécommunications/des TIC, Utilisateurs d'Internet (2007). Classification régionale de la Banque mondiale.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933527545>

Figure 12.4. PIB par habitant et résultat selon l'Enabling Trade Index 2016



Note: Le *Global Enabling Trade Report* est une publication conjointe du Forum économique mondial et de l'Alliance mondiale pour la facilitation des échanges.

Source: Alliance mondiale pour la facilitation des échanges/Forum économique mondial (2016), *The Global Enabling Trade Report 2016*.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933527564>

En pratique, les approches fondées sur des données locales n'en sont qu'à leurs débuts. Cependant, des observations au niveau des pays ont révélé que les coûts du commerce ont tendance à baisser à mesure que le revenu par habitant augmente. Par exemple, une analyse des niveaux de revenu par décile en Inde, où se trouvent 30% de la population la plus pauvre du monde (Banque mondiale OMC, 2015), a montré que les travailleurs urbains avaient de meilleures conditions d'accès aux marchés que les travailleurs ruraux: respectivement 22,6% contre 11,7%. En outre, il a été constaté que les droits de douane étaient plus élevés pour les femmes que pour les hommes: respectivement 20,4% et 14,4%. Selon la même étude, les droits de douane pour les entreprises du secteur formel sont plus faibles que pour celles du secteur informel: 7,2% contre 9,8%. On observe donc une corrélation inverse entre l'accès aux marchés et le niveau de revenu, même à l'intérieur des secteurs (tableau 12.1).

Tableau 12.1. Droits de douane moyens par rapport aux niveaux de revenu en Inde

Décile de revenu	Consommation hebdomadaire des ménages		Droit de douane moyen appliqué (%)
	Roupiés	\$EU	Simple
1	511	9.6	24.4
2	783	14.8	22.9
3	962	18.2	22.4
4	1 130	21.3	21.5
5	1 305	24.6	20.3
6	1 504	28.4	19.2
7	1 761	33.2	18.4
8	2 118	40.0	17.5
9	2 713	51.2	16.0
10	5 112	96.5	14.5

Source: Mendoza et al. (2016), *Are the poor getting globalised*.

La connectivité physique est étroitement liée à la réduction de la pauvreté

Des études ont montré que la connectivité physique est un déterminant important de la réduction de la pauvreté. Par exemple, les routes et les infrastructures de transport permettent d'accéder non seulement aux marchés, mais aussi aux services de santé et d'éducation et aux possibilités d'emploi (Banque mondiale, 2014). De plus, comme la plupart des pauvres vivent dans les régions rurales et que beaucoup d'entre eux dépendent de l'agriculture pour leur subsistance (Cervantes et Dewbre, 2010), la connectivité physique peut réduire les délais et les coûts du transport des marchandises périssables, ainsi que le besoin d'intermédiaires, ce qui augmente le potentiel de revenu du secteur agricole. Abdi (2004) a constaté que les agriculteurs des districts de Kisumu et de Nyandarua au Kenya étaient confrontés à des obstacles à l'accès aux marchés et à des coûts de production élevés, ce qui affectait leurs résultats. D'après l'étude, ces contraintes pourraient être surmontées en améliorant les infrastructures pour relier les agriculteurs directement aux consommateurs, ce qui éviterait les intermédiaires potentiellement profiteurs et réduirait les coûts d'intermédiation entre agriculteurs et consommateurs.

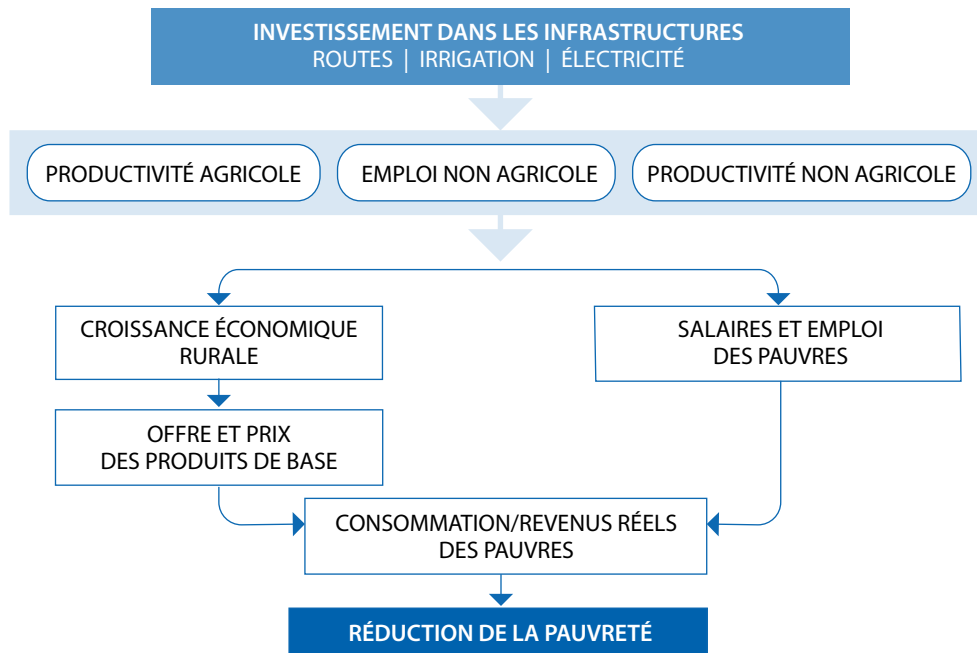
Encadré 12.2. Coûts du commerce intrarégional en Afrique

Si les habitants de San Francisco devaient payer le même prix pour prendre le Bay Bridge jusqu'à Oakland que les personnes qui traversent le fleuve Congo entre Kinshasa et Brazzaville, franchissant une distance analogue, cela leur coûterait plus de 1 200 dollars EU pour un aller-retour. (...) En Afrique australe, un camion qui franchit une frontière pour approvisionner des supermarchés doit avoir jusqu'à 1 600 documents pour les permis, les licences et les autres exigences. Les procédures douanières longues et coûteuses imposées par les autres organismes présents aux frontières, notamment pour le respect des normes, augmentent les coûts du commerce. Par exemple, une chaîne de supermarchés en Afrique australe indique que chaque jour de retard à une frontière pour l'un de ses camions coûte 500 dollars EU, et qu'elle dépense 20 000 dollars EU par semaine pour obtenir les permis d'importation nécessaires pour distribuer de la viande, du lait et des produits végétaux dans ses magasins dans un seul pays.

Source: AAnabel Gonzales pour la Banque mondiale (2015).

Fan *et al.* (2002) ont constaté qu'en Chine rurale, "les élasticités estimées liées à la densité des routes sont de 0,08 pour le PIB agricole par travailleur, de 0,10 pour l'emploi non agricole et de 0,15 pour les salaires des travailleurs non agricoles". En outre, une autre étude a montré que les routes rurales ont l'impact le plus important sur l'incidence de la pauvreté. Il a été estimé, par exemple, que 3,2 personnes sortaient de la pauvreté pour chaque 10 000 yuans investis dans les routes rurales en Chine (Ali et Pernia, 2003). Le cadre ci-après (figure 12.5) illustre les différents canaux par lesquels le développement de l'infrastructure peut profiter aux pauvres, directement grâce aux effets de redistribution des revenus, et indirectement grâce à la croissance économique rurale.

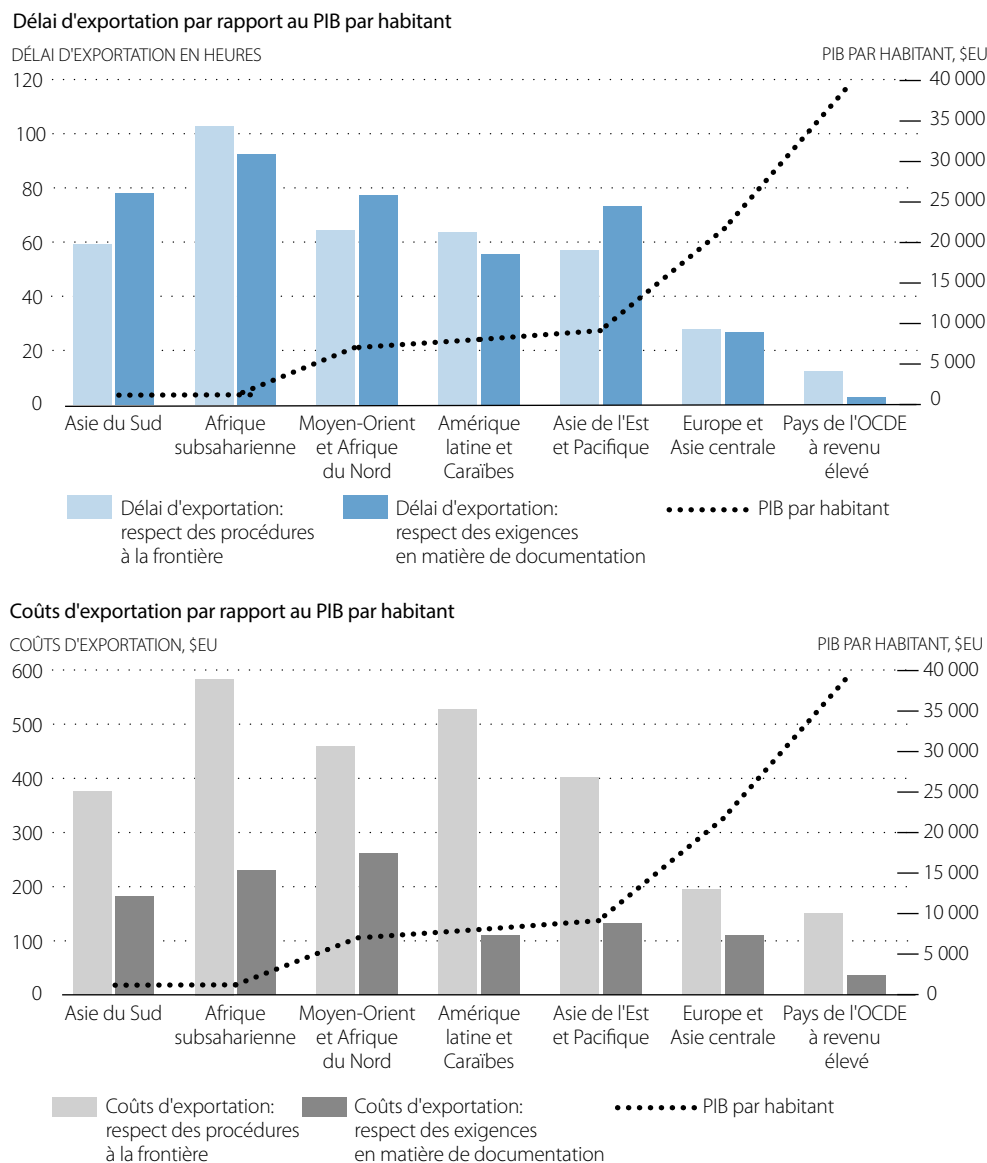
Figure 12.5. Cadre analytique de base décrivant les liens entre l'infrastructure et la réduction de la pauvreté



Source: Adapté d'Ali et Pernia (2003), *Infrastructure and Poverty Reduction-What is the connection?*
<https://www.adb.org/sites/default/files/publication/28071/pb013.pdf>

Si le développement des infrastructures physiques peut améliorer les liaisons à l'intérieur des pays et entre les zones rurales et urbaines, la relation entre l'amélioration de corridors de transport régionaux et la réduction de la pauvreté est plus complexe. Cela tient notamment au fait que les délais et les coûts associés au commerce ont tendance à être beaucoup plus élevés entre les pays, plus encore entre les pays en développement et les pays les moins avancés (encadré 12.2). Certains cas d'expérience d'Aide pour le commerce de 2017 montrent que la longueur des procédures de dédouanement aux frontières entre pays voisins en Afrique est contraignante pour les commerçants et les transporteurs trans-frontières (voir, par exemple, *l'Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017*, cas d'expérience du secteur public n° 65 et 71).

Figure 12.6. Délais et coûts d'exportation et PIB par habitant, par région



Sources: Secrétariat de l'OMC, sur la base du rapport *Doing Business* (2016) et des *Indicateurs de développement dans le monde* (2015).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933527583>

La base de données *Doing Business* de la Banque mondiale recense les délais et les coûts associés au processus logistique d'exportation et d'importation de marchandises. La base de données *Doing Business* 2016 montre que plus le revenu par habitant d'une région est faible, plus les délais et les coûts de dédouanement sont élevés. La figure 12.6 montre que les commerçants des régions à revenu plus élevé ont un avantage comparatif pour répondre efficacement aux prescriptions en matière de dédouanement à l'exportation. Par exemple, l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne ont le revenu par habitant le plus faible par région, soit respectivement 1 542 dollars EU et 1 588 dollars EU, contre 39 267 dollars EU pour les pays de l'OCDE à revenu élevé. Or, dans ces pays, le temps nécessaire pour accomplir les procédures de conformité aux frontières est plus de cinq fois inférieur au temps nécessaire en Asie du Sud et environ huit fois inférieur au temps nécessaire en Afrique subsaharienne. De même, la figure 12.6 montre que le coût des procédures de dédouanement aux frontières à l'exportation est le plus élevé en Afrique subsaharienne et dans la région Amérique latine et Caraïbes, alors qu'il est le plus faible en Europe et en Asie centrale, ainsi que dans les pays de l'OCDE à revenu élevé.

Les délais et les coûts liés au respect des exigences documentaires à l'exportation est aussi plus élevé quand le revenu par habitant est plus bas. La figure 12.6 montre que cela ne prend pas plus de 2 heures environ pour exporter depuis des pays de l'OCDE à revenu élevé, alors qu'il faut 78 heures en Asie du Sud et 92 heures en Afrique subsaharienne. Le coût moyen lié au respect des exigences documentaires est aussi beaucoup plus élevé au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (261 dollars EU), en Afrique subsaharienne (229 dollars EU), en Asie du Sud (182 dollars EU) et en Asie de l'Est et dans le Pacifique (132 dollars EU) que dans les pays de l'OCDE à revenu élevé (36 dollars EU). Un autre problème pratique qui se pose à cet égard est celui des capacités et de la connaissance des procédures requises pour exporter.

Les producteurs des pays en développement qui bénéficient de préférences tarifaires peuvent aussi être confrontés à des coûts de fret élevés. Par exemple, la Banque interaméricaine de développement (BID, 2008) estime que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes font face à des coûts de transport beaucoup plus élevés que les droits de douane pour la plupart des secteurs et des marchés. Les coûts de transport en Amérique latine et dans les Caraïbes ont tendance à être plus élevés, en grande partie à cause des insuffisances de l'infrastructure et de la faible concurrence dans les services de transport, en particulier de transport aérien. La BID estime que l'effet de la réduction des coûts de fret sur le volume et la diversification du commerce en Amérique latine et dans les Caraïbes peut être beaucoup plus important que celui de la libéralisation tarifaire.

Le commerce intrarégional ne représente que 5% du commerce total de l'Asie du Sud, contre 25% dans l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). L'Asie du Sud, qui comprend l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et Sri Lanka, compte 1,7 milliard d'habitants, dont 262 millions vivaient avec moins de 1,90 dollar EU par jour en 2013. La connectivité limitée des transports, le coût élevé de la logistique et les obstacles réglementaires font qu'il est plus coûteux de faire du commerce en Asie du Sud qu'entre l'Asie du Sud et les pays d'autres régions (Banque mondiale, 2017). Les pays sans littoral, comme le Népal et le Bhoutan, sont par ailleurs confrontés à des coûts de transport plus élevés, et la capacité des producteurs de ces pays de faire du commerce dépend des coûts de transit à travers les pays voisins.

Le tableau 12.2 donne une ventilation des coûts pour importer de Calcutta au Népal; il montre que les coûts du fret représentent à eux seuls 60% des coûts d'importation, c'est-à-dire environ 707 dollars EU par conteneur de 20 pieds. À ces coûts s'ajoutent les frais de manutention dans les ports de Calcutta et Haldia, qui se montent à environ 139 dollars EU, et les frais d'entreposage, de 25 dollars EU par conteneur de 20 pieds. Les coûts de transit élevés, ainsi que les rigidités opérationnelles (échanges d'information, logistique ou paiements), peuvent avoir des effets négatifs à la fois sur l'efficacité du commerce et sur la productivité des conducteurs de poids lourds (De, 2015).

Tableau 12.2. Coûts d'importation désagrégés au Népal (par équivalent 20 pieds)

Procédure	Coût en \$EU	Part des coûts totaux (%)
Contact avec l'importateur/le courtier	0,15	0,01
Fixation des conditions commerciales	0,52	0,04
Signature et échange du contrat	7,16	0,61
Frais d'ouverture d'une lettre de crédit	39,55	3,37
Frais d'assurance	49,30	4,20
Obtention de l'autorisation du ministère concerné	0,00	0,00
Collecte et établissement des documents requis	7,24	0,62
Transmission des documents au commissionnaire en douane par courrier	6,60	0,56
Frais de manutention au port de Kolkata-Haldia	138,71	11,82
Frais de dédouanement à la douane de transit	14,50	1,24
Frais d'entreposage au port de Kolkata-Haldia	24,87	2,12
Transport de Calcutta jusqu'à l'usine au Népal	707,27	60,26
Transfert de cargaison	28,78	2,45
Redevance pour services douaniers	30,45	2,59
Frais de dédouanement pour l'agent en douane de l'importateur	6,09	0,52
Autres (y compris les coûts informels)	112,56	9,59
Total (coût du processus d'importation au Népal)	1 173,75	100,00

Source: De, Prabir (2015), *Disentangling transit costs and time in South Asia: Lessons from firms in Bhutan and Nepal importing through Kolkata and Haldia ports*, www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/10260.pdf.

On trouve un autre exemple de coûts de transport élevés au Rwanda, où les petits producteurs de café font face à un certain nombre de défis liés à la logistique et aux coûts. Le fait que le Rwanda est un pays sans littoral où les infrastructures sont limitées signifie que les producteurs de café ont des coûts de transport plus élevés que dans les pays voisins. Dans la pratique, il leur est difficile de transporter rapidement les cerises de café sur les routes rwandaises et d'expédier les fèves transformées en dehors du pays en temps voulu et de manière efficiente.

Les coûts de transit élevés peuvent donc aggraver les difficultés d'accès aux marchés des producteurs des PMA sans littoral. Bien que ces coûts ne soient pas propres aux PMA sans littoral, comme cela est indiqué dans la publication Panorama de l'Aide pour le commerce 2015, "les consommateurs de ces pays (isolés) ne peuvent pas obtenir des produits étrangers à des prix compétitifs, et leurs entreprises ne peuvent pas accéder à des intrants étrangers de qualité ni exporter vers l'étranger". Par ailleurs, les prix élevés ont tendance à avoir un effet disproportionné sur les revenus, la consommation et le bien-être des pauvres (OCDE-OMC, 2015).

Les infrastructures de transport ont été identifiées comme une priorité dans les stratégies de développement nationales de 46 pays partenaires dans les réponses aux questionnaires 2017 sur l'Aide pour le commerce. À l'intérieur des pays, plus la distance entre les zones urbaines et rurales est grande, plus les coûts de transport sont élevés. Pour les pauvres ruraux, l'impossibilité de franchir les distances jusqu'aux centres de services ou aux marchés étrangers peut aussi avoir un effet négatif sur le bien-être général. En 2014, 85% des personnes touchées par la pauvreté multidimensionnelle vivaient en milieu rural, alors que la part des pauvres en termes de revenus vivant en zone rurale était estimée à 70-75% pendant la même période (Oxford Poverty and Human Development Initiative, 2014).

Encadré 12.3. Canaux par lesquels les pauvres peuvent bénéficier du développement du tourisme

Les sept mécanismes suivants axés sur le tourisme durable en faveur de l'élimination de la pauvreté (ST-EP) peuvent bénéficier directement aux pauvres:

1. Emploi des pauvres dans des entreprises touristiques
2. Fourniture de biens et services aux entreprises touristiques par des pauvres ou des entreprises qui en emploient
3. Vente directe de biens et services aux touristes par des pauvres
4. Création et gestion d'entreprises touristiques par des pauvres, par exemple des MPME ou des entreprises communautaires
5. Taxes ou prélèvements sur les revenus ou les recettes provenant du tourisme qui profitent aux pauvres
6. Dons/soutien volontaires de la part des entreprises touristiques ou des touristes
7. Investissement dans les infrastructures stimulé par le tourisme profitant aux pauvres de la région, directement ou par le biais du soutien apporté à d'autres secteurs

Source: Comité directeur des Nations Unies sur le tourisme pour le développement, "Tourism and Poverty Reduction Strategies in the Integrated Framework for Least Developed Countries" cité dans PNUD (2011).

La connectivité peut contribuer au développement du tourisme

Les efforts faits pour connecter la population rurale pauvre peuvent aussi faciliter le développement du commerce des services. Le tourisme et les voyages sont un secteur de services qui a un taux de pénétration élevé dans certains pays en développement et pays moins avancés. Au Vanuatu, par exemple, le secteur du tourisme et des voyages a contribué à un tiers du PIB en 2013 (WT/COMTD/LDC/W/60). Le tourisme est aussi le principal secteur d'exportation aux Maldives, pays récemment sorti de la catégorie des PMA (en 2011) dont le RNB par habitant était près de cinq fois supérieur au seuil de gradation en 2010 (ONU, 2012).

L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) considère la connectivité comme une caractéristique importante du tourisme dans les pays à faible revenu et dans leurs communautés pauvres. Compte tenu du grand nombre d'activités et d'apports que représentent les produits touristiques, et de leur chaîne d'approvisionnement étendue et diversifiée, l'OMT note que les dépenses des touristes profitent à une large gamme de secteurs, y compris l'agriculture, l'artisanat, les transports et d'autres services. On considère aussi que le tourisme a un effet multiplicateur par le biais des dépenses secondaires des personnes dont les revenus dépendent du tourisme (OMT, 2017). L'encadré 12.3 présente sept canaux par lesquels les pauvres peuvent profiter du développement du tourisme.

Les difficultés d'accès aux régions reculées, où les pauvres ont tendance à être concentrés, constituent un obstacle à l'exportation de services touristiques et de services complémentaires. Par exemple, 32 des pays partenaires répondants ont cité l'insuffisance des infrastructures de transport comme un obstacle à la croissance de leurs capacités nationales dans le domaine des services. L'initiative ST-EP (tourisme durable au service de l'élimination de la pauvreté), décrite dans l'encadré 12.3, souligne les avantages du développement de l'infrastructure pour la population rurale pauvre. Sur ce point, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) explique que l'investissement dans les infrastructures rurales a un effet multiplicateur sur la réduction de la pauvreté: "Le développement du tourisme, notamment dans de nouvelles zones ou dans des régions isolées ou rurales, peut requérir des investissements dans de nouvelles infrastructures telles que routes, réseaux d'adduction d'eau et d'alimentation en électricité, installations sanitaires et communications. Lorsqu'elles sont soigneusement planifiées, ces infrastructures peuvent également apporter des bénéfices nets aux pauvres en leur fournissant des services essentiels et en ouvrant des voies d'accès aux marchés nouvelles et plus rapides" (PNUD, 2011).

La connectivité numérique est une préoccupation importante en matière de développement

Le *Rapport sur le développement dans le monde 2016* de la Banque mondiale indique une série de caractéristiques positives associées à l'innovation numérique, notamment la traçabilité, l'accès aux marchés, la sécurité alimentaire, l'amélioration de la logistique, le contrôle de la qualité dans les chaînes d'approvisionnement agricoles, la protection des consommateurs et l'amélioration des moyens de subsistance des agriculteurs (Banque mondiale, 2016a). Les technologies de l'information et de la communication (TIC) font partie des principales préoccupations nationales en matière de développement dans les pays en développement. Les infrastructures de transport routier et de télécommunication sont également une priorité, ce qui témoigne de l'importance de la connectivité physique et numérique pour le développement.

Les effets de la connectivité numérique sur la réduction de la pauvreté dépendent des coûts de connexion pour les pauvres. Il est peu probable que les personnes dont le revenu quotidien est inférieur ou égal à 1,90 dollar EU puissent couvrir les coûts de base de la connectivité numérique, y compris les coûts des appareils mobiles, des équipements informatiques, de l'électricité et des connexions Internet. En 2010, le recensement effectué au Ghana a révélé que 47,8% des Ghanéens possédaient un téléphone mobile. Qui plus est, il a permis de constater que, si 63,4% des citoyens possédaient un téléphone, seulement 29,6% des ruraux en avaient un. Globalement, sur les 800 millions de personnes qui n'ont pas d'accès Internet mobile, 63% font partie des 40% de personnes les plus pauvres dans la répartition mondiale des revenus (Banque mondiale, 2016a).

En 2011, la Commission "le large bande au service du développement durable" a fixé comme objectif de rendre les services à large bande d'entrée de gamme financièrement abordables dans les pays en développement avant 2015 – de sorte qu'ils représentent 5% des revenus mensuels moyens – grâce à une réglementation adaptée et à des forces du marché adéquates. À la fin de 2015, 83 pays en développement avaient atteint cet objectif. Mais seulement cinq PMA l'avaient atteint, ce qui laissait un grand nombre des pauvres du monde sans accès à des services Internet à large bande abordables (UIT, 2016). Parmi les pays partenaires interrogés dans l'Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce 2017, 61,7% ont noté que le coût des abonnements aux services à large bande limitait l'accès à Internet tant pour les entreprises que pour les consommateurs de leur pays, tandis que 41,7% ont affirmé que l'accès était entravé par le coût des abonnements de téléphonie mobile.

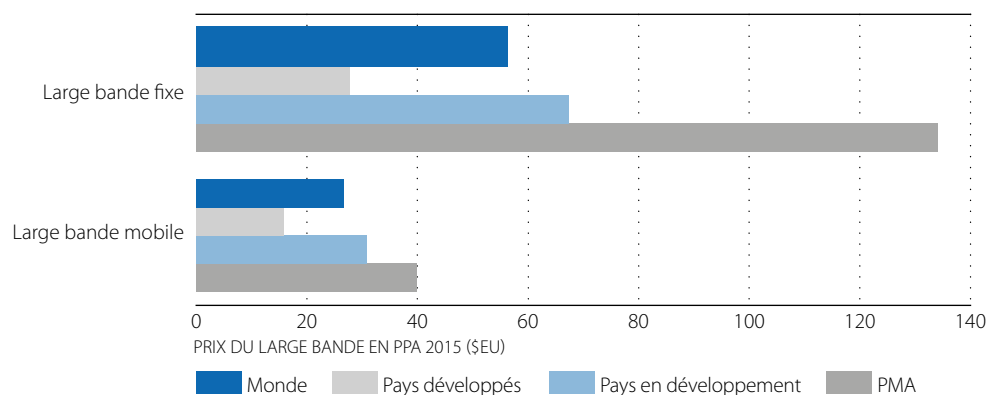
En 2015 au Myanmar, le prix d'un forfait large bande mobile d'entrée de gamme (500 Mb) rendu par un opérateur représentait environ 4% du revenu mensuel moyen par habitant (4 dollars EU), ce qui est inférieur à l'objectif de 5% fixé par la Commission. L'Alliance pour un Internet à la portée de tous note que pour les 26% de la population du Myanmar qui vit avec moins de 1 dollar EU par jour, ce prix reste inabordable, car il représente 13% de leur revenu mensuel. Dans d'autres PMA de la région, les coûts du large bande étaient plus élevés: 9,82% du RNB par habitant au Bangladesh et 7,92% au Népal (*Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017, cas d'expérience universités/ONG n° 5*).

La figure 12.7 compare les prix des services à large bande mobiles et fixes dans différentes régions, en tenant compte de la parité de pouvoir d'achat (PPA). Dans les PMA, les services à large bande fixes sont en moyenne plus de trois fois plus chers que les services à large bande mobiles. Il n'est pas étonnant que la pénétration des services à large bande fixes soit inférieure à 1% dans les PMA, alors qu'elle est de 8% dans les pays en développement et de 30% dans les pays développés. De même, le taux de pénétration du mobile dans les PMA est estimé à 19%, soit moins de la moitié de celui des pays en développement (41%) et moins d'un quart de celui des pays développés, qui est estimé à 90% (UIT, 2016).

Le manque d'accès Internet à un coût abordable peut empêcher les pauvres de participer directement au commerce en tant que consommateurs et vendeurs; cela limite aussi leur accès à l'information, au financement et au renforcement des capacités commerciales. La CNUCED (2010) note l'importance des technologies mobiles pour remédier aux défaillances du marché liées à l'information parmi les agriculteurs, les pêcheurs, les petits fabricants et les fournisseurs

de services. En même temps, l'inclusion des pauvres dans le commerce international exige des services de livraison et de logistique abordables à la fois pour l'offre et pour la demande. Dans beaucoup de pays en développement et de PMA, en particulier dans les régions rurales, les adresses et les services postaux sont compliqués, voire complètement inexistants. Dans ce contexte, on voit clairement que la fracture physique et la fracture numérique se combinent pour entraver l'intégration socioéconomique de la population rurale pauvre.

Figure 12.7. Prix des services à large bande fixe et mobile en parité de pouvoir d'achat, 2015



Source: UIT (2016), *ICT Facts and Figures 2016*.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933527602>

Pour les femmes, les contraintes traditionnelles pour accéder aux possibilités commerciales peuvent être allégées grâce à la connectivité numérique. Celle-ci peut réduire les interactions et la proximité dans les transactions commerciales, ce qui a des résultats positifs pour les femmes commerçantes. Par exemple, les femmes ont souvent des contraintes de temps importante en raison de la répartition inégale des tâches dans le ménage. Une étude menée auprès de femmes commerçantes en Afrique a montré que le manque de temps les obligeait souvent à annuler leurs déplacements jusqu'aux marchés pour vendre des articles ménagers, car la priorité est donnée aux tâches ménagères et aux soins des enfants (Banque mondiale-OMC, 2015). La connectivité numérique peut réduire le temps nécessaire pour faire du commerce, tout en évitant aux femmes d'avoir à traverser les frontières, ce qui limite le risque de harcèlement et d'agression – qui est fréquent à de nombreuses frontières en Afrique (Brenton *et al.*, 2011).

Dans un contexte similaire, la numérisation des finances – qui permet de dissimuler l'identité du destinataire d'un paiement et donc de faire et de recevoir des paiements indépendamment des hommes – a donné un plus grand rôle aux femmes dans la prise de décisions économiques (Banque mondiale, 2016a). Ainsi, l'autonomisation économique des femmes peut non seulement s'appuyer sur la connectivité physique et numérique, mais aussi sur leur inclusion dans l'économie des paiements numériques. Dans une étude de la Fondation Bill et Melinda Gates, il est noté que les paiements numériques peuvent "promouvoir l'autonomisation économique des femmes en facilitant l'accès aux comptes bancaires et à l'accumulation d'actifs, et donc en augmentant la participation des femmes à l'économie" (Banque mondiale, 2014b).

Une étude a montré qu'en Ouganda, seulement 68% des femmes urbaines et 52% des femmes rurales décident elles-mêmes de l'utilisation de leurs revenus (tableau 12.3). L'éloignement des centres financiers et la méconnaissance des systèmes financiers sont d'autres raisons pour lesquelles la numérisation des paiements peut favoriser l'autonomisation des femmes, car leur participation au commerce est liée non seulement à la disponibilité des ressources financières, mais aussi à leur accessibilité. Dans un cas d'expérience, la Banque asiatique de développement a indiqué que, malgré la disponibilité de prêts, la demande de microfinancement de la part des femmes entrepreneurs en Indonésie était faible.

Tableau 12.3. Qui décide de l'utilisation des revenus en espèces des femmes en Ouganda?

		Principalement la femme	Principalement le mari	Le mari et la femme ensemble	Autre/ informations insuffisantes	Total
Lieu de résidence	Milieu urbain	68	4,2	27	0,9	100
	Milieu rural	52	15	32,7	0,3	100
Regions	Région centrale 1	71	8,1	20,3	0,5	100
	Région centrale 2	74,5	9,1	16,4	0	100
	Kampala	79,2	1,9	18,2	0,7	100
	Région centrale de l'Est	56,9	20,3	22,9	0	100
	Est	24,4	18,1	57,6	0	100
	Nord	36,7	16,9	45,6	0,1	100
	Nil occidental	72,4	4,9	22,4	0,3	100
	Ouest	44,5	16,9	38,3	0,3	100
	Sud-Ouest	39,4	15,8	43,2	1,6	100
	Sous-régions du Nord	Personnes déplacées à l'intérieur du pays	37,6	14,9	47	0,5
Karamoja		50,4	9,7	39,9	0	100

Source: Hisali, Eria, *Trade, employment and gender: The case of Uganda*, www.oecd.org/site/tadicite/48722379.pdf.

La BASD décrit des cas où les femmes ne sont jamais allées dans une banque, manquent de confiance pour emprunter de l'argent aux banques ou ont simplement peur de contracter un emprunt (*Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017*, cas d'expérience du secteur public n° 94). L'ITC signale que jusqu'à 90% des entreprises dirigées par des femmes en Amérique latine sont dans le secteur informel, et note que le pourcentage de femmes pouvant accéder aux institutions financières formelles pour affaires est étonnamment bas – environ 0,2% en El Salvador (Vergara, 2016).

Les obstacles à l'accès aux services financiers, auxquels s'ajoutent des coûts élevés pour créer une entreprise et de longues procédures administratives peuvent entraver la participation des femmes, et plus généralement des micro, petites et moyennes entreprises, à l'économie formelle. Les données *Doing Business 2016* de la Banque mondiale montrent qu'en Afrique subsaharienne, le coût de la création d'entreprise au niveau national représente environ 54% du revenu par habitant, et que le délai de démarrage est d'environ un mois; tandis que dans les pays de l'OCDE à revenu élevé, ce coût représente environ 3% du revenu par habitant, et le délai est d'un peu moins d'une semaine (Banque mondiale, 2016b).

Lorsque le taux d'adoption d'Internet augmente, un agriculteur qui cultive ses propres terres peut, par exemple, profiter d'un changement de prix pour vendre, ou bien un coiffeur dans une grande ville peut passer une partie de son temps de transport à entrer des données au moyen d'une plate-forme de microtravail. Toutefois, le problème est que de tels commerçants – travailleurs indépendants ou entrepreneurs individuels – peuvent continuer à travailler dans le secteur informel. Jusqu'à présent, rien n'indique que l'intégration commerciale entraîne une croissance dans le secteur informel, mais il faudra étudier de plus près l'évolution de la situation à mesure que le commerce électronique se développe (Banque mondiale-OMC, 2015).

Les gouvernements des pays en développement devront gérer les complexités réglementaires liées au nombre croissant de personnes et de petites entreprises, potentiellement informelles, qui participent au commerce. Même si l'objectif dans tous les pays est de soutenir la croissance du secteur formel, il est important que cela se fasse progressivement et en tenant compte de l'importance que le commerce en général (et, de plus en plus, le commerce électronique en particulier) peut avoir en tant que source de revenus pour les nombreuses personnes qui travaillent dans le secteur informel.

Un défi supplémentaire pour les gouvernements est que le manque de données disponibles sur le commerce électronique en général est aggravé par le fait que beaucoup de commerçants ont une activité informelle. Sans vision plus précise de la participation du secteur informel à ce type de commerce, il y a un risque que les politiques soient conçues sans une base de données adéquate, ce qui peut avoir des conséquences négatives. Toutefois, comme la connectivité continue à s'améliorer, les technologies sont un moyen de recueillir des données de meilleure qualité sur la participation des commerçants opérant dans le secteur informel; cela peut être fait, par exemple, au moyen d'enquêtes par téléphone portable, ou des partenariats avec des plates-formes de vente de détail en ligne ou avec des opérateurs de téléphonie mobile pour rassembler des données sur les utilisateurs, tout en respectant la confidentialité.

COMMENT LA CONNECTIVITÉ RÉDUIT-ELLE LA PAUVRETÉ?

Cette section examine comment les efforts déployés pour améliorer la connectivité physique et numérique réduisent la pauvreté. Même s'il est complexe de retracer les effets sur la réduction de la pauvreté, le rapport "Le rôle du commerce dans l'éradication de la pauvreté" décrit plusieurs mesures qui peuvent aider à rendre le commerce plus accessible aux pauvres (Banque mondiale-OMC, 2015):

- réduire les coûts du commerce pour assurer l'intégration plus profonde des marchés;
- créer un environnement plus favorable et améliorer les politiques complémentaires pour maximiser les gains pour les pauvres résultant de l'ouverture;
- accroître l'effet des politiques d'intégration sur la pauvreté;
- gérer et atténuer les risques auxquels sont exposés les pauvres;
- améliorer les données et les analyses pour formuler de meilleures politiques.

Le contenu de la présente section s'articule autour de ces mesures, et l'analyse s'appuie principalement sur les cas d'expérience présentés dans le cadre de l'Exercice de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce 2017.

La connectivité physique et numérique est cruciale pour l'accès aux marchés

La simplification des formalités douanières a contribué à réduire les coûts du commerce et à augmenter les recettes dans les pays en développement. Pour réduire les coûts et connecter les producteurs aux marchés et aux chaînes de valeur, il est essentiel de permettre l'automatisation et de réduire les frictions dans le commerce transfrontières. Cela peut être particulièrement important pour les MPME ou les commerçants individuels qui participent au commerce en ligne ou hors ligne. Un cas d'expérience présenté par Trademark East Africa décrit comment la mise en place d'un poste frontière à guichet unique entre le Kenya et l'Ouganda a entraîné une augmentation des recettes d'environ 5,5 millions de dollars EU, a réduit de 80% le temps moyen nécessaire pour traverser la frontière, a stimulé le commerce transfrontières pour les petits commerçants et a amélioré les conditions de travail pour le personnel et les transporteurs. Les entrepôts au poste frontière à guichet unique de Busia, par exemple, ont réduit les coûts de stockage pour les petits commerçants pendant l'attente pour acquitter les taxes. Les coûts de transport ont aussi baissé, ce qui permet à plusieurs petits commerçants dont les marchandises sont transportées vers une même destination de les regrouper pour employer un seul conducteur de camion. Le poste frontière répond aussi aux besoins des personnes handicapées, ainsi qu'à ceux des femmes accompagnées d'enfants (*Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017, cas d'expérience du secteur public n° 71*).

Un autre cas d'expérience décrit une intervention menée par l'Administration fiscale de l'Ouganda, avec le soutien de TradeMark East Africa, pour améliorer les processus douaniers et faciliter les activités commerciales en Ouganda: cette mesure a réduit les délais de dédouanement, augmenté les recettes perçues et permis aux commerçants locaux de réaliser plus d'économies. Par exemple, les améliorations dans l'examen et l'inspection des marchandises, et l'acceptation

des déclarations d'importation avant l'arrivée, permettent à une entreprise d'économiser 150 dollars EU par jour sur les 25 conteneurs qu'elle reçoit chaque mois, en plus des économies sur le plan administratif. Ces économies sont réinvesties dans l'entreprise et utilisées pour augmenter les salaires des employés (*Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017, cas d'expérience du secteur public n° 79*).

Une initiative pour faciliter les échanges dans le couloir Dakar-Bamako a permis de réduire les frais d'escorte de 50% pour les conducteurs de camions au Sénégal. La réduction des coûts de transport et de transaction qui résulte des mesures de facilitation des échanges a aussi eu des retombées sur les communautés locales, par exemple en renforçant la compétitivité du secteur privé local et en réduisant les prix à la consommation. De plus, cette initiative a rendu le travail moins stressant pour les conducteurs de camions, qui souffraient du manque de postes frontalières (*Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017, cas d'expérience du secteur public n° 65*).

Parmi les pays partenaires interrogés, 95% ont indiqué que le développement des infrastructures de services et des marchés de services connexes étaient essentiels pour la réalisation des ODD. L'Alliance pour un Internet à la portée de tous insiste sur l'importance de l'accès public pour connecter ceux qui ne le sont pas encore; l'*Affordability Report 2017* présente les projets mis en œuvre pour promouvoir l'accès universel à Internet dans les pays en développement. À Dar es-Salaam (Tanzanie), par exemple, des services Wi-Fi seront installés dans des espaces publics et des lieux de loisirs. Aux Philippines, il est prévu de fournir un accès Wi-Fi gratuit dans les lieux publics partout dans le pays, y compris dans les écoles, les hôpitaux, les aéroports et les parcs. En Inde, le gouvernement prévoit d'installer des points d'accès Wi-Fi gratuits et publics dans plus de 1 050 villages partout dans le pays, dans le cadre de son programme "Villages numériques" (Alliance pour un Internet à la portée de tous, 2017).

Les efforts visant à améliorer la connectivité Internet dépendent grandement du développement des infrastructures. Aux Tonga, la Banque asiatique de développement estime que 22,5% de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté (BASD, 2016). Un cas d'expérience présenté par la Banque asiatique de développement décrit comment un câble sous-marin à fibres optiques a facilité la connectivité Internet à haut débit aux Tonga (*Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017, cas d'expérience du secteur public n° 97*). Le câble apporte de nombreux avantages aux Tongans: les coûts de la connectivité internationale ont baissé de 60%; les ressources en matière d'éducation et de santé se sont améliorées; les possibilités commerciales internationales, en particulier dans le tourisme et l'externalisation des activités des entreprises, ont augmenté; et d'autres services (comme le paiement des factures, les envois de fonds et les services de communication) ont été facilités à des coûts abordables.

La connectivité Internet permet aussi aux artisans et aux entrepreneurs de surmonter certains des obstacles traditionnels qui les empêchent d'accéder aux marchés, comme les asymétries d'information et les coûts élevés liés à l'activité commerciale et aux voyages. En Afrique, Jumia Market a expliqué comment elle avait tiré parti de l'économie numérique pour aider des dizaines de milliers de petits commerçants au Cameroun, dont certains n'avaient jamais utilisé d'ordinateur, à entrer en relation avec des consommateurs et des négociants grâce à sa plate-forme en ligne (*Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017, cas d'expérience du secteur privé n° 74*). L'accroissement des revenus des petits commerçants résultant de la demande en ligne a bénéficié à leur ménage, leur permettant d'épargner, et a stimulé leur productivité et leur ambition. Un autre cas d'expérience, présenté par Alibaba, montre comment la plate-forme rurale Taobao a aidé les habitants de villages de montagne ruraux à obtenir des revenus en vendant leurs produits en ligne depuis leur région isolée (*Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017, cas d'expérience du secteur privé n° 21*).

La connectivité numérique peut promouvoir l'inclusion des agriculteurs dans le commerce malgré leur éloignement des marchés et des centres urbains. Un cas d'expérience présenté par TradeMark East Africa raconte qu'au Kenya, il fallait se déplacer pour obtenir un certificat d'origine, ce qui entraînait des coûts supplémentaires et réduisait donc les gains des agriculteurs. Un nouveau système automatisé géré par la Chambre nationale de commerce et d'industrie du Kenya délivre des certificats d'origine en ligne. Avant l'automatisation, les exportateurs agricoles devaient suivre un processus manuel soit dans la capitale du pays, Nairobi, soit dans la ville portuaire de Mombasa. Le nouveau système automatisé a apparemment réduit de 86% le temps nécessaire pour présenter une demande et obtenir un certificat, ce qui a réduit les coûts du commerce directs de pas moins de 75%. Le système en ligne est relié aux banques commerciales pour des services de paiement automatisés, et il comporte aussi des options de services de paiement mobiles (*Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017, cas d'expérience du secteur public n° 73*).

La connectivité contribue à l'autonomisation économique des femmes

Certains cas d'expérience donnent également des preuves de l'importance de la connectivité mobile pour la population rurale pauvre. La Banque asiatique de développement constate que certains pays d'Asie centrale passent directement à une connectivité principalement mobile, notant que "les politiques et programmes pour le déploiement des technologies et la connectivité doivent tenir compte du fait que la téléphonie mobile est un agent du changement et que la plupart des personnes qui se connectent maintenant le font grâce à un appareil mobile" (*Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017, cas d'expérience du secteur public n° 108*). Selon les estimations de la Banque mondiale, alors que seulement 2% des adultes dans le monde disposent d'un compte bancaire mobile, 12% des personnes en Afrique subsaharienne en ont un. Pour les personnes pauvres, qui souvent ne sont pas bancarisées et subissent les contraintes liées à l'éloignement des agences bancaires et des distributeurs de billets, la promotion de l'inclusion financière grâce aux systèmes d'argent mobile est déjà bien documentée. Une étude, par exemple, a indiqué qu'en 8 ans, le système M-PESA avait permis à 194 000 ménages de sortir de la pauvreté, en particulier des ménages dirigés par des femmes, en les aidant à développer une plus grande résilience financière et à épargner davantage (Suri *et al.*, 2016).

Encadré 12.4. L'économie numérique au Pakistan

Le Pakistan est le pays dans lequel le coût du large bande en pourcentage du revenu est le plus bas pour les personnes qui vivent dans la pauvreté, et il occupe la huitième place sur 30 pays en développement en termes d'accessibilité financière du large bande mobile.

Le Fonds de service universel est l'un des programmes du secteur public pakistanais, dont l'objectif principal est d'accroître le taux de pénétration des télécommunications dans les zones rurales en encourageant les opérateurs de télécommunication à se concentrer sur les populations rurales et non desservies du Pakistan, en améliorant la pénétration du large bande dans le pays et en stimulant fortement les services en ligne dans les régions rurales et urbaines. Les résultats obtenus en 2016 sont notamment les suivants:

- Signature de 486 896 contrats d'abonnement à des services large bande
- Fourniture de services large bande à plus de 700 000 abonnés
- Création de 1 328 centres éducatifs dotés du large bande
- Création de 369 centres communautaires dotés du large bande

Source: Comité directeur des Nations Unies sur le tourisme pour le développement, "Tourism and Poverty Reduction Strategies in the Integrated Framework for Least Developed Countries" cité dans PNUD (2011).

Pour sortir les femmes de la pauvreté, il faut rendre les services financiers facilement accessibles aux femmes. L'alliance "Better than Cash" note que les services financiers numériques peuvent être un puissant outil d'intégration financière et peuvent répondre aux besoins des femmes de manière nouvelle, différente des services financiers traditionnels (Better than Cash Alliance, 2015). Par exemple, le contrôle limité des femmes sur les ressources financières fait partie des obstacles qui peuvent être réduits grâce aux transferts d'argent mobile. Des données relatives à un programme de transfert d'argent au Niger ont montré que le meilleur contrôle que permettent les transferts d'argent mobile et le degré de confidentialité qu'ils assurent peuvent donner aux femmes un plus grand rôle dans la prise de décisions au sein du ménage (Porter *et al.*, 2015).

Telenor donne des exemples de la façon dont les services d'argent mobile réduisent la pauvreté et les inégalités hommes-femmes dans les régions rurales du Pakistan, où les bourses d'études versées aux familles rurales par mobile aident à payer les frais de scolarité des jeunes filles. Avant les technologies d'argent mobile, le coût du versement des bourses était parfois supérieur au montant des bourses elles-mêmes. Le Pakistan aide aussi les pauvres grâce à la fourniture de services numériques du gouvernement aux citoyens. L'encadré 12.4 décrit un programme d'accès universel au Pakistan, qui a produit des résultats tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines du pays (*Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017*, cas d'expérience du secteur public n° 33).

Internet joue aussi un rôle important pour connecter les femmes aux marchés. Un cas d'expérience présenté par SPINNA, organisation qui fournit des services de formation et de mentorat et des possibilités commerciales à des femmes stylistes, artisans ou entrepreneurs, décrit comment les technologies ont permis l'inclusion des femmes artisans dans les chaînes d'approvisionnement internationales des textiles. Cette organisation a abandonné les méthodes traditionnelles de connectivité, ce qui a aidé à réduire même les obstacles pratiques liés à la communication et à la langue (*Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017*, cas d'expérience universités/ONG n° 82). Un autre cas d'expérience présenté par l'ITC décrit l'initiative SheTrades, qui vise à connecter aux marchés 1 million de femmes entrepreneurs d'ici à 2020. Quatre mille six cent entreprises gérées par des femmes sont déjà enregistrées sur l'application mobile (*Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017*, cas d'expérience du secteur public n° 127).

Encadré 12.5. Le développement du commerce électronique peut-il contribuer à l'autonomisation économique des femmes?

Cameroon Le commerce électronique peut devenir un instrument du développement du commerce que peuvent utiliser les femmes pour sortir de la pauvreté et devenir économiquement autonomes. (original en français)

El Salvador L'"entrepreneuriat féminin" dans la région s'inscrit dans les efforts faits pour autonomiser les femmes sur le plan économique. Un obstacle évident qui empêche les femmes de faire des affaires est leur désavantage par rapport aux hommes dû au fait qu'elles doivent prendre soin de la famille et assument en majeure partie la responsabilité de s'occuper des proches. Les femmes sont donc moins mobiles et ont moins de possibilités de se déplacer. La technologie est clairement un moyen pour elles de faire des affaires et de mobiliser des ressources sans devoir quitter la maison, comme en témoigne le fait que les femmes utilisent davantage les réseaux sociaux à des fins commerciales. (original en espagnol)

Ouganda Le commerce électronique permettra aux femmes, en particulier dans les zones rurales, de faire des affaires et des transactions en ligne, par exemple grâce à l'argent mobile.

Yémen Le commerce électronique permettra aux femmes de travailler et de faire des affaires depuis leur foyer. Ce mode de travail leur permettra de surmonter les contraintes imposées par les traditions et la religion, notamment dans les relations avec les hommes. Le commerce électronique peut contribuer à l'autonomisation des femmes en améliorant leur situation économique et en les rendant plus indépendantes.

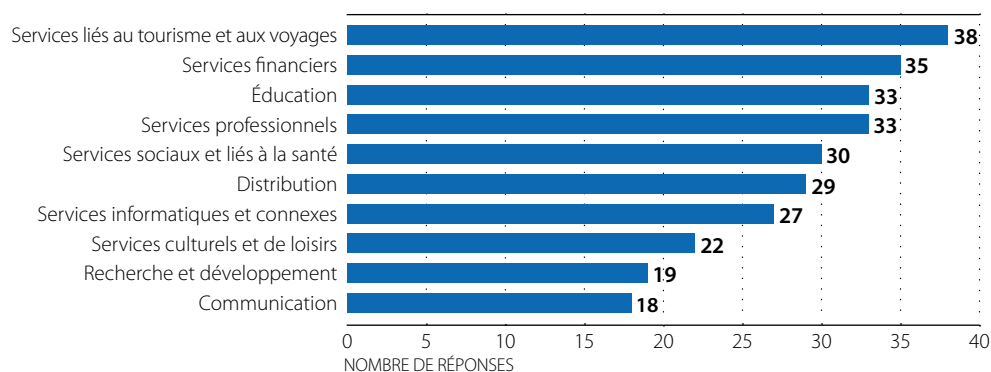
Source: *Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC (2017)*, www.oecd.org/aidfortrade/countryprofiles/.

Une plus grande utilisation des plates-formes en ligne pour le commerce pourrait favoriser la participation accrue des femmes au commerce en réduisant les préjugés sexistes dans les relations entre vendeurs et acheteurs, grâce à l'anonymat, et en permettant des horaires de travail plus flexibles. Sur Elance, une plate-forme de travail indépendant qui fait partie d'Upwork, 44% des travailleurs sont des femmes, contre 27% dans l'économie non agricole au sens plus large (Banque mondiale, 2016a). Cela contraste avec la situation dans le commerce traditionnel où, parce que les réseaux d'entreprises sont dominés par les hommes, les femmes peuvent obtenir moins pour leurs marchandises et services que leurs homologues masculins. La comparaison des entreprises appartenant à des hommes et à des femmes montre que les premières trouvent des clients par le biais des réseaux de contacts traditionnels, tandis que les secondes ont tendance à trouver des clients par d'autres moyens (Bossuroy *et al.*, 2012).

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), dans sa réponse au questionnaire OCDE-OMC 2017 destiné aux donateurs, a déclaré: "L'économie numérique facilite les formes de participation économique qui permettent aux femmes de mieux concilier le temps consacré aux tâches ménagères et l'exercice d'activités économiques lucratives". De même, les 63 pays partenaires qui ont répondu ont noté que le commerce électronique pouvait contribuer à l'autonomisation économique des femmes. Certains renseignements supplémentaires fournis par les répondants sont présentés dans l'encadré 12.5.

En plus du commerce électronique, les répondants notent que le développement des capacités en matière de commerce des services est important pour l'autonomisation économique des femmes. Le tourisme, en particulier, a une incidence positive sur la qualité de vie des femmes en favorisant le développement du secteur privé et la création de possibilités d'emploi et de revenu. Grâce au soutien de la Nouvelle-Zélande, le Cadre intégré renforcé (CIR) a lancé un projet de développement du tourisme visant à améliorer les infrastructures touristiques sur le front de mer au Vanuatu et à accroître la capacité de résister aux catastrophes naturelles et au changement climatique. Il est estimé que 11 000 femmes travaillant dans le secteur de l'artisanat, par exemple, obtiendront des revenus grâce à ce projet (CIR, 2016). La figure 12.8 indique les secteurs des services que les pays partenaires ayant répondu à l'enquête considèrent comme contribuant le plus à l'autonomisation économique des femmes, dont le plus important est celui des services relatifs au tourisme et aux voyages.

Figure 12.8. Dix principaux secteurs de services qui devraient contribuer à l'autonomisation économique des femmes



Source: Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC (2017) www.oecd.org/aidfortrade/countryprofiles/.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933527621>

Une préoccupation concernant les réponses présentées dans la figure 12.8 ci-dessus est que moins de 50% des répondants considèrent les services informatiques et les services connexes comme un moyen de soutenir l'autonomisation économique des femmes. Les cas d'expérience corroborent cette observation en montrant qu'il existe un écart entre les hommes et les femmes dans l'utilisation des services informatiques et des services connexes, principalement Internet, et la participation à ceux-ci. Dans son *Affordability Report 2015*, l'Alliance pour un Internet à la portée de tous note que même si, en général, la situation en matière d'accessibilité financière est difficile pour tous ceux qui vivent dans la pauvreté, le coût de la connectivité est encore plus élevé pour les femmes (*Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017*, cas d'expérience universités/ONG n° 2). Bien que le commerce électronique offre de nombreux moyens de réduire les contraintes afin de maximiser les possibilités commerciales, les inégalités d'accès aux technologies doivent être surmontées. En Afrique, les femmes ont toujours moins de probabilité que les hommes de posséder un téléphone mobile, et 18% des hommes affirment utiliser Internet, contre 12% des femmes (Banque mondiale, 2016a).

Une économie numérique inclusive doit reposer sur des infrastructures de télécommunication modernes et abordables, et sur une population instruite qui peut participer et contribuer à la société de l'information. Les initiatives d'Intel, comme "She Will Connect Africa", est un exemple de la façon dont les programmes d'éducation numérique ont aidé à améliorer les connaissances techniques des femmes, afin de leur permettre de tirer pleinement parti de l'utilisation d'Internet (*Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017*, cas d'expérience du secteur privé n° 18). Par ailleurs, l'UIT a mené, conjointement avec l'ONG Telecentre basée aux Philippines, une campagne d'éducation numérique pour former des femmes non qualifiées dans plus de 80 pays à l'utilisation des ordinateurs et des applications TIC afin d'améliorer leurs moyens de subsistance et leurs possibilités d'accès à l'éducation, à l'emploi et aux revenus (UIT, 2017).

La connectivité peut aider à gérer les risques

Un autre domaine dans lequel la connectivité peut avoir des effets positifs est celui des environnements fragiles ou touchés par des catastrophes. Des recherches menées par la Banque mondiale montrent l'impact important de l'environnement sur la pauvreté, et suggèrent que des conditions météorologiques extrêmes peuvent, à elles seules, faire retomber dans la pauvreté quelque 26 millions de personnes chaque année. Dans les pays en développement, le coût économique des catastrophes depuis 1980 se monte à 1 200 milliards de dollars EU, ce qui équivaut à environ un tiers du total de l'aide publique au développement (Narimatsu-Banque mondiale, 2013). Le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC, 2001) note que les changements climatiques vont aggraver la pauvreté, et que les pays en développement seront les plus touchés en raison de leurs conditions géographiques et climatiques, de leur forte dépendance à l'égard des ressources naturelles et de leur capacité limitée de s'adapter à l'évolution du climat: "Dans ces pays, ce sont les plus pauvres, qui ont le moins de ressources et la moins bonne capacité d'adaptation, qui sont les plus vulnérables" (Abeygunawardena *et al.*, 2009).

La situation des pauvres est affectée non seulement par les catastrophes comme les tremblements de terre ou les tsunamis, mais aussi par les variations météorologiques fréquentes ou soudaines qui provoquent des inondations ou des sécheresses. L'impact de ces événements sur la sécurité alimentaire, le manque d'eau et les conditions de vie peuvent être catastrophiques. En 2015, le tremblement de terre au Népal et le cyclone au Vanuatu ont porté un coup très dur au secteur touristique dans ces pays. Les crises sanitaires peuvent aussi avoir des conséquences très négatives pour le développement durable et la réduction de la pauvreté. Le CIR note, par exemple, qu'un projet d'écotourisme en Sierra Leone a été interrompu en raison de l'épidémie d'Ebola, crise sanitaire qui a aussi compromis le développement des services touristiques en Guinée et au Libéria.

Dans un cas d'expérience présenté par le Japon, le pays a noté l'importance des TIC pour la sensibilisation aux catastrophes et la gestion de celles-ci (*Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017*, cas d'expérience du secteur public n° 75). Le Japon a déjà aidé les Philippines à mieux prévoir les tsunamis au moyen des technologies satellitaires et des sismographes. Après le tremblement de terre de 2010 en Haïti, les services d'argent mobile ont permis aux donateurs humanitaires de contribuer au relèvement des populations de ce pays qui est l'un des moins bancarisés au monde, ce qui a entraîné le développement d'un écosystème mobile; en 2012, 85% des foyers haïtiens avaient accès à des téléphones mobiles (GSMA, 2012).

La connectivité mobile aide aussi à gérer et atténuer les risques auxquels sont exposés les pauvres, et à améliorer les données et les analyses pour formuler de meilleures politiques. Dans le cadre de son initiative "Listening to Africa" (Écouter l'Afrique), par exemple, la Banque mondiale travaille en partenariat avec les offices nationaux de statistique et les ONG dans toute l'Afrique pour recueillir des données sur les difficultés rencontrées par les pauvres. Des professionnels du commerce font passer des entretiens téléphoniques; si nécessaire, les personnes interrogées reçoivent un téléphone mobile, un chargeur solaire et du crédit. L'enquête a déjà permis d'obtenir rapidement des données sur la fréquence des coupures de courant au Togo et sur l'insécurité alimentaire à Madagascar (Ndip, 2016).

QU'A-T-ON APPRIS DES PROGRAMMES D'AIDE POUR LE COMMERCE EN 2017?

Plusieurs conclusions ressortent de l'Exercice de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce 2017:

- **Les programmes et projets d'Aide pour le commerce, tant dans le secteur public que privé, sont inclusifs.**

Les secteurs public et privé fournissent une assistance ciblée aux femmes et aux populations rurales pauvres, notamment dans le secteur agricole. Les réponses aux questionnaires montrent qu'il y a un lien étroit entre le développement du secteur des services et l'autonomisation économique des femmes. Pour la suite, l'accent est mis sur des approches collaboratives, y compris sur la participation du secteur privé, pour le développement et pour la réalisation des ODD, en particulier en ce qui concerne l'éradication de la pauvreté.

- **La connectivité physique et numérique est une priorité dans les pays en développement.**

Dans les pays en développement, les infrastructures de transport et de communication sont des priorités absolues pour le développement. Les pays partenaires indiquent que le développement des infrastructures est essentiel pour la réalisation des ODD, et des cas d'expérience montrent que l'amélioration des infrastructures physiques et des installations aux frontières a favorisé le commerce, augmenté les recettes et amélioré les conditions de travail. Les pays partenaires mettent moins l'accent sur le développement du commerce électronique en tant que priorité à part, mais reconnaissent l'incidence positive qu'il peut avoir sur l'autonomisation économique des femmes et la réduction de la pauvreté.

- **Les programmes d'Aide pour le commerce sont axés sur la réduction des coûts du commerce.**

Les coûts du commerce associés aux infrastructures physiques, à la logistique, aux transports et à la connectivité Internet sont un aspect crucial de l'intégration des pauvres dans le commerce international, et font l'objet de programmes d'Aide pour le commerce. Les cas d'expérience montrent comment les obstacles en matière d'éducation et de réglementation, ainsi que les difficultés à respecter les prescriptions douanières, sont aussi réduits grâce aux programmes d'Aide pour le commerce.

■ **Les technologies numériques aident les personnes à obtenir des revenus grâce au commerce, à l'inclusion financière et au renforcement des capacités.**

L'accès à Internet et aux technologies mobiles augmente la capacité des entrepreneurs à cibler les consommateurs et à commercialiser leurs produits et leurs services. La connectivité permet aux pauvres d'accéder à l'information et aux réseaux, et réduit les distances jusqu'aux consommateurs. Les technologies mobiles, en particulier, favorisent l'inclusion financière et accroissent la participation des femmes et des entrepreneurs au commerce.

■ **La connectivité Internet représente un coût du commerce qui a une incidence sur les pauvres dans de nombreux aspects de leur vie.**

Les résultats de l'exercice de suivi et d'évaluation de cette année montrent que les obstacles à l'accès à Internet à un coût abordable limitent la participation des pauvres en tant que consommateurs et fournisseurs. L'initiative régionale du Pacifique décrite précédemment montre l'importance des services à large bande pour améliorer la connectivité et promouvoir le développement social et économique. L'accès à Internet permet aussi d'échanger des services à travers les frontières, ce qui offre des possibilités de diversification économique et de progrès socioéconomiques.

Initiatives régionales visant à promouvoir la connectivité

L'*Affordability Report 2017* de l'Alliance pour un Internet à la portée de tous explique que la lenteur des progrès de la connectivité Internet signifie que les pauvres passent en dernier en matière de connectivité. Moins de la moitié des pays interrogés pour ce rapport avaient établi des plans pour réduire les coûts de la connectivité en facilitant le partage des infrastructures (tours ou fibres optiques) entre les entreprises de télécommunication (Alliance pour un Internet à la portée de tous, 2017).

La BASD a reconnu la nécessité d'investir dans les infrastructures régionales pour rendre Internet accessible à tous. L'Initiative de la Banque interaméricaine de développement (BID) relative aux biens publics régionaux s'appuie aussi sur l'idée que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes peuvent relever les défis communs de manière plus efficace et efficiente grâce à une action collective et à la coopération au niveau régional. Les initiatives financées par la BID portent notamment sur la mise en place d'un système satellitaire d'information régional intégré et d'une plate-forme technologique visant à assurer la compétitivité de la région (BID, 2017).

Sur le continent africain, l'importance de la connectivité Internet à haut débit a été soulignée par la BAfD, qui note que "l'absence de connectivité régionale entre les États qui ont accès au câble sous-marin et les pays sans littoral, et, plus généralement, le manque de liaisons de raccordement transfrontières est l'une des principales lacunes dans l'accès au large bande en Afrique". L'initiative Connecter l'Afrique a mobilisé un financement pour plusieurs projets régionaux de fibres optiques, en coordination avec la Banque mondiale, pour réduire les obstacles à la connectivité afin que la population africaine puisse avoir accès à une connexion Internet à haut débit (*Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017*, cas d'expérience du secteur public n° 16).

En outre, la BAfD souligne l'importance des infrastructures nationales "de base" pour faciliter l'utilisation généralisée de moyens de communication modernes, notamment la nécessité d'interventions politiques et réglementaires pour abolir l'exclusivité de l'entrée sur le marché, réduire les droits de licence et simplifier les procédures de licences. La BAfD considère aussi que la promotion de l'accès libre, transparent et non discriminatoire aux réseaux nationaux est une base nécessaire pour l'amélioration des réseaux large bande régionaux en Afrique (*Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC 2017*, cas d'expérience du secteur public n° 16).

L'Aide pour le commerce contribue à la réalisation des ODD dans de nombreux domaines

Les réponses aux questionnaires témoignent de l'importance que les pays partenaires accordent aux programmes d'Aide pour le commerce et à leur contribution à la réalisation des Objectifs de développement durable (encadré 12.6). Elles montrent aussi comment les approches collaboratives peuvent compléter les efforts d'Aide pour le commerce pour éradiquer la pauvreté et réaliser les ODD. Les pays partenaires, par exemple, ont fait part de leur volonté de travailler avec diverses parties prenantes pour atteindre les objectifs de développement.

Encadré 12.6. Comment l'Aide pour le commerce peut-elle contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable?

Niger L'aide pour le commerce peut contribuer à la réduction de la pauvreté, à l'insertion des jeunes et à la promotion de l'entrepreneuriat féminin. (original en français).

République démocratique du Congo La disponibilité des infrastructures commerciales produit des effets contribuant à atteindre plusieurs Objectifs de développement durable. En plus, l'aide pour le commerce contribue à l'accroissement des échanges commerciaux qui est à la base de l'augmentation de la croissance économique, et c'est la croissance économique qui est le sous-bassement du développement économique favorisant la diminution du taux de pauvreté et de la sous-alimentation. (original en français).

Burundi Si l'aide pour le commerce augmente, elle va sensiblement réduire le niveau de pauvreté. (original en français)

Zambie Les programmes d'Aide pour le commerce aident à réduire les obstacles au commerce. Le commerce, en tant que catalyseur du développement industriel, facilite la réalisation des ODD.

Colombie L'Aide pour le commerce contribue à la réalisation des ODD, grâce à la mise en place d'une infrastructure de qualité, fiable et durable, y compris une infrastructure régionale et transfrontières, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en mettant l'accent sur un accès universel, à un coût abordable et dans des conditions d'équité. (original en espagnol).

Indonésie L'Aide pour le commerce favorise le renforcement des capacités en matière de procédures et contribue à l'autonomisation des femmes à travers l'entrepreneuriat. L'Aide pour le commerce peut aussi encourager les partenaires de développement à participer dans le cadre d'un mécanisme triangulaire.

Source: Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC (2017) www.oecd.org/aidfortrade/countryprofiles/.

Les donateurs mettent aussi l'accent sur la participation de multiples parties prenantes. Le Canada a indiqué par exemple que: "[d]ans le contexte du Programme à l'horizon 2030, tous les partenaires doivent s'unir pour éradiquer la pauvreté, instaurer la paix et assurer un développement durable". L'ITC travaille avec le secteur privé pour "fournir aux PME des marchés pour leurs produits et leurs services, établir des partenariats financiers et en nature en vue de la mise en œuvre de projets liés au commerce sur le terrain et soutenir le dialogue entre les secteurs public et privé sur les questions de politique commerciale et de réglementation, comme la facilitation des échanges, les mesures non tarifaires et les solutions électroniques". La Suède, dans sa réponse, a affirmé: "Les partenariats avec le secteur privé peuvent aider à mobiliser des investissements durables dans les secteurs où l'Aide pour le commerce soutient les réformes politiques. Cependant, certains principes clés doivent être respectés. La réduction de la pauvreté, ainsi que le principe de l'aide non liée, doivent être au centre des partenariats (qui ne doivent pas être une fin en soi). Les autres critères importants sont notamment le respect de normes de durabilité élevées, le caractère additionnel et la nécessité d'éviter les distorsions du marché."

Les résultats de l'Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce de cette année ont permis d'apprendre que les efforts visant à améliorer la connectivité ont une incidence positive sur le bien-être des pauvres dans les domaines de l'éducation (ODD 4), de l'égalité hommes-femmes (ODD 5), de l'industrie, de l'innovation et des infrastructures (ODD 9) et du travail décent et de la croissance économique (ODD 8). La mesure dans laquelle la connectivité peut contribuer directement à l'éradication de la pauvreté (ODD 1) est, avec quelques exceptions comme celle de l'argent mobile, plus difficile à déterminer. Cela peut être dû à la multitude d'autres facteurs variables qui peuvent influencer sur les efforts de réduction de la pauvreté, comme les cadres réglementaires, les inégalités et la discrimination fondée sur le genre.

Malgré ces complexités, les résultats de l'Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce 2017 montrent qu'il existe une relation entre le niveau de revenu, les infrastructures, l'accès à Internet et la réalisation des ODD. Cela souligne l'importance des efforts visant à accroître l'accès à Internet et en réduire les coûts, grâce à un mélange de mesures financières et réglementaires qui attirent des ressources publiques et privées vers les infrastructures de télécommunication. Mais la connectivité numérique ne supprime pas les distances, et l'éloignement physique constitue un obstacle non négligeable à la participation des pauvres à l'économie numérique. Par conséquent, des stratégies visant à assurer une connectivité physique et numérique fiable à un prix abordable pourraient, conjointement, maximiser l'impact des efforts de lutte contre la pauvreté, en particulier pour les communautés des régions rurales éloignées.

CONCLUSIONS

Le manque de connectivité est l'un des facteurs qui empêchent les personnes de sortir de la pauvreté. Pour réduire la pauvreté, il faut agir sur les coûts de la connectivité physique et numérique, afin de permettre aux pauvres de participer à l'économie physique et numérique.

La première section de ce chapitre a analysé la corrélation entre la connectivité et la pauvreté, et montré que dans les régions où les taux de pauvreté sont plus élevés, la connectivité physique et numérique est limitée. Au sein des pays et entre eux, les coûts de l'activité commerciale ont tendance à augmenter avec la distance, ce qui fait de la connectivité physique un déterminant important de la capacité des pauvres à accéder aux produits et aux services de base, à obtenir des revenus ou à s'intégrer dans les chaînes d'approvisionnement. Il existe un lien analogue entre la connectivité numérique et la pauvreté: plus le revenu par habitant est bas, plus le taux d'utilisation d'Internet est faible. Les services à large bande sont aussi moins abordables dans les pays les moins avancés, où se trouve la majorité de la population pauvre du monde. Pour les femmes et les populations rurales, la connectivité numérique et physique limitée, conjuguée à des facteurs socioculturels et à d'autres facteurs réglementaires, peut alourdir le fardeau de la pauvreté.

Les efforts visant à améliorer la connectivité physique et numérique réduisent les coûts du commerce et font reculer la pauvreté. La deuxième section de ce chapitre a fourni des données tirées des cas d'expérience de 2017 sur l'Aide pour le commerce, qui montrent qu'une approche numérique de la facilitation des échanges peut réduire les goulets d'étranglement aux frontières, augmenter les revenus et faciliter la participation des petits commerçants et des femmes au commerce transfrontières. L'accès à Internet réduit également les obstacles liés à la distance, les asymétries d'information et les obstacles non tarifaires, aidant ainsi les petits agriculteurs, les femmes et les entrepreneurs à gagner de l'argent en vendant en ligne. Les systèmes d'argent mobile favorisent l'inclusion financière, aident les gens à sortir de la pauvreté et accroissent l'autonomisation économique des femmes, en les aidant à surmonter certains des obstacles financiers traditionnels.

La troisième section a mis en avant certains des points importants qui ressortent de l'Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce 2017 dans le contexte de l'inclusion et de la réduction de la pauvreté. Les données sur les produits et les résultats en matière de commerce des projets et programmes d'Aide pour le commerce sont maintenant complétées par les résultats des efforts de suivi des effets sur la réduction de la pauvreté à différents stades au moyen d'indicateurs ciblés.

Les secteurs public et privé participent activement aux programmes visant à connecter les pauvres pour les aider à augmenter leurs revenus ou à en obtenir. Les cas d'expérience présentés mettent l'accent sur le caractère inclusif des programmes pour la connectivité, ciblés sur le développement en faveur des pauvres, des petits agriculteurs et des femmes. D'après les réponses à l'Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce 2017, les pays en développement comme les donateurs sont convaincus que le soutien au titre de l'Aide pour le commerce peut contribuer à éradiquer la pauvreté. Ils ont en outre exprimé la volonté de collaborer avec différentes parties prenantes, y compris le secteur privé, en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

Étant donné que la connectivité est multidimensionnelle et progresse rapidement, il est nécessaire de poursuivre les recherches et d'améliorer les données pour comprendre les difficultés que rencontrent les pauvres et faire en sorte qu'ils ne soient pas laissés pour compte. Étant donné l'expansion rapide et l'utilisation croissante des technologies numériques, en particulier, un défi pour les pays en développement et les PMA est de fournir des connexions Internet à haut débit à un prix abordable pour ceux qui n'en ont pas encore. À cette fin, des recherches et des discussions plus approfondies pourraient être utiles pour élaborer des mécanismes permettant d'améliorer les cadres réglementaires et de mobiliser des financements en vue du partage des infrastructures. ■

BIBLIOGRAPHIE

- Abdi, Halima Noor (2004), The Influence of Rural Logistics and Rural Transport Costs on Farm Income and Poverty in Kenya: The Case Of Kisumu and Nyandarua Districts, Kenya, http://siteresources.worldbank.org/INTTLF/Resources/Kenya_Rural_Logitcis_Report.pdf.
- Abeygunawardena, Piya *et al.*, (2009), Poverty and climate change: reducing the vulnerability of the poor through adaptation, Banque mondiale, Washington (D.C.), <http://documentos.bancomundial.org/curated/es/534871468155709473/Poverty-and-climate-change-reducing-the-vulnerability-of-the-poor-through-adaptation>.
- Ali, I. et E.M. Pernia (2003), Infrastructure and Poverty Reduction-What is the connection?, in ERD Policy Brief Series, Banque asiatique de développement, Manille <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/28071/pb013.pdf>.
- Alliance mondiale pour la facilitation des échanges/Fonds économique mondial (2016), *The Global Enabling Trade Report 2016*, Alliance mondiale pour la facilitation des échanges/Fonds économique mondial, http://www3.weforum.org/docs/WEF_GETR_2016_report.pdf.
- Alliance pour un Internet à la portée de tous (2017), 2017 Affordability Report, Alliance pour un Internet à la portée de tous, <http://a4ai.org/affordability-report/report/2017/>.
- Banque intermédiaire de développement (2008), Unclogging the Arteries, the Impact of Transport Costs on Latin American and Caribbean Trade, Banque interaméricaine de développement, Washington (D.C.), <https://publications.iadb.org/bitstream/handle/11319/264/Unclogging%20the%20Arteries.pdf?sequence=1>.
- Banque mondiale (2014), New roads and irrigation systems improve life in Ecuador, <http://www.worldbank.org/en/news/feature/2014/06/04/nuevas-carreteras-y-sistemas-de-riego-mejoran-la-vida-en-ecuador>.
- Banque mondiale (2014b), Key Findings and Recommendations for Government by Bill & Melinda Gates Foundation and the Better than Cash Alliance in The opportunities of digitising payments, Banque mondiale, http://siteresources.worldbank.org/EXTGLOBALFIN/Resources/8519638-1332259343991/G20_Report_Final_Digital_payments.pdf.
- Banque mondiale (2015), Déclaration d'Anabel Gonzales à la quatrième Table ronde de la Chine sur les accessions à l'OMC: L'avenir du système commercial multilatéral: la coopération économique internationale et les perspectives de l'Afrique, <http://www.worldbank.org/en/news/speech/2015/12/14/deepening-african-integration-intra-africa-trade-for-development-and-poverty-reduction>.
- Banque mondiale (2016a), Rapport sur le développement dans le monde 2016: Les dividendes du numérique, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (2016b), *Doing Business* (base de données), <http://data.worldbank.org/data-catalog/doing-business-database> Banque mondiale (2016c), Indice de performance logistique (base de données), <http://lpi.worldbank.org>.
- Banque mondiale (2017), Trade and Transport Connectivity: Reducing time and cost of cross border trade, in South Asia Regional Integration, Banque mondiale, <http://www.worldbank.org/en/programs/south-asia-regional-integration#3>, (consulté en février 2017).
- Banque mondiale-OMC (2015), Le rôle du commerce dans l'éradication de la pauvreté, Organisation mondiale du commerce, Genève.
- BAsD (2016), Poverty in Tonga, page Web, Banque asiatique de développement, www.adb.org/countries/tonga/poverty.
- Better than Cash Alliance (11 mars 2015), Digital payments can empower women, Better than Cash Alliance, New York, <https://www.betterthancash.org/news/blogs-stories/digital-payments-can-empower-women>.

Bossuroy, T., F. Campos, A. Coville, M. Goldstein, G. Roberts et S. Sequeira (2012), "Shape Up and Ship Out? Gender Constraints to Growth and Exporting in South Africa" in Brenton, P., Gamberoni, E. et Sear, C (éditeurs) *Women and Trade in Africa: Realizing the Potential*, Banque mondiale, Washington (D.C.).

Boudreaux, C. (2011), "Economic Liberalisation in Rwanda's Coffee Sector: A Better Brew for Success", in *Yes, Africa Can: Success Stories from a Dynamic Continent*, Publications de la Banque mondiale, Washington (D.C.), <http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/258643-1271798012256/Rwanda-coffee-11.pdf>.

Brenton, P., Bashinge Bucekuderhwa, C., Hossein, C., Nagaki, S. et Ntagoma, J. B. (2011), "Les femmes pauvres qui pratiquent le commerce transfrontalier dans la région des Grands Lacs de l'Afrique: des affaires à risque", *Afrique – Notes de politique commerciale*, n° 11, Banque mondiale, Washington (D.C.).

Cadre intégré renforcé (2016), Un projet du CIR contribue aux efforts visant à reconstruire les infrastructures touristiques cruciales du Vanuatu, <http://www.enhancedif.org/fr/publication/2015-08/un-projet-du-cir-contribue-aux-efforts-visant-reconstruire-les-infrastructures>.

Cervantes-Godoy, D., et J. Dewbre (2010), *Importance économique de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté*, Éditions OCDE, Paris.

CNUCED (2010), *Rapport sur l'économie de l'information 2010*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, http://unctad.org/en/docs/ier2010_embargo2010_en.pdf.

De, Prabir (2015), *Disentangling transit costs and time in South Asia: Lessons from firms in Bhutan and Nepal importing through Kolkata and Haldia ports*, Overseas Development Institute et UKAID, <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/10260.pdf>.

Fan *et al.* (2002), cités dans Ali, Ifzal et Ernesto M. Pernia (2003), *Infrastructure and Poverty Reduction- What is the connection?*, in ERD Policy Brief Series, Banque asiatique de développement, Manille, <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/28071/pb013.pdf>.

GSMA (2012), *Haiti Mobile Money-A Point in Time Case Study*, <http://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2012/05/Haiti-Mobile-Money.pdf>.

Hisali, Eria (Université de Makerere), *Trade, employment and gender: the case of Uganda*, site Web de l'OCDE, <http://www.oecd.org/site/tadicite/48722379.pdf> (consulté en février 2017).

Junko Narimatsu/Banque mondiale (2013), "Leveraging Technology for Disaster Risk Management", Banque mondiale, <http://www.worldbank.org/en/news/feature/2013/04/10/leveraging-technology-disaster-risk-management> (consulté en février 2017).

Mendoza, A., G. Nayyar, et R. Piermartini (2016), *Are the poor getting globalised*, <http://pubdocs.worldbank.org/en/714181480467902499/1-Piermartini.pdf>.

Ndip, Alvin Etang (2016), "The anatomy of a mobile phone survey: Lessons from the Listening to Africa project", Banque mondiale, <http://blogs.worldbank.org/africacan/the-anatomy-of-a-mobile-phone-survey-lessons-from-the-listening-to-africa-project>.

Ndung'u, N., A. Morales, et L. Ndirangu (2016), *Cashing in on the Digital Revolution*, in *International Monetary Fund, Finance and Development*, volume 53, n° 2, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2016/06/ndungu.htm>.

OCDE (2006), *Outline of Principles of Impact Evaluation for Development* in *Atelier international sur l'évaluation des incidences sur le développement*, Banque mondiale et Réseau sur l'évaluation du CAD, www.oecd.org/dac/evaluation/dcdndep/internationalworkshoponimpactevaluationfordevelopment15november2006-hostedbytheworldbankandthedacevaluationnetwork.htm.

OCDE (2013), Aid for Trade and Development Results: A Management Framework, Objectif développement, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264112537-en>.

OCDE-OMC (2017), Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce 2017 (questionnaires) www.oecd.org/aidfortrade/countryprofiles/.

ONU (2012), Comité des politiques de développement, réunion du groupe d'experts du Comité aux fins de l'examen de la liste des pays les moins avancés, 16-17 janvier 2012, http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/ldc_documents/maldives_monitoring_report_2012.pdf.

Organisation mondiale du tourisme (sans date), "Les caractéristiques du tourisme", in Le tourisme et la réduction de la pauvreté, site Web, <http://step.unwto.org/fr/content/le-tourisme-et-la-reduction-de-la-pauvrete> (consulté en février 2017).

Oxford Poverty and Human Development Initiative (2014), Poverty in Rural and Urban Areas, Université d'Oxford, www.ophi.org.uk/policy/multidimensional-poverty-index/ (consulté en février 2017).

PNUD (2011), Tourism and Poverty Reduction Strategies in the Integrated Framework for LDCs, Programme des Nations Unies pour le développement, Genève, http://unwto.org/sites/all/files/pdf/undp_discussion_paper_tourism_and_poverty_reduction_strategies_in_the_integrated_framework_for_least_developed_countries.pdf.

Porter, B., N. Widjaja, et K. Nowacka (2015), La technologie au service de l'inclusion financière des femmes, Publication spéciale "L'observateur" de l'OCDE, http://observateurocde.org/news/fullstory.php/aid/3872/La_technologie_au_service_de_l_inclusion_financi_E8re_des_femmes.html.

Suri, T. et W. Jack (2016), The Long-Run Poverty and Gender Impacts of Mobile Money, Science, http://www.microfinancegateway.org/sites/default/files/publication_files/new_jack_and_suri_paper_1.pdf.

UIT (2016), ICT Facts and Figures 2016, Union internationale des télécommunications, www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/facts/ICTFactsFigures2016.pdf.

Vergara Carmen Gisela (2016), Ensuring greater participation of women in international trade, Centre du commerce international, Genève, <http://www.intracen.org/article/Ensuring-greater-participation-of-women-in-international-trade/>.

NOTES

1. L'Association internationale de développement (IDA) est l'organe de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres du monde; 77 pays ont droit à l'assistance de l'IDA, dont 39 pays d'Afrique: <http://ida.worldbank.org>.